

Rythmes scolaires : le cabinet de Vincent Peillon détourne la concertation à des fins partisanses

Alors que Suresnes organise, depuis avril dernier, un large débat sur la mise en œuvre de la réforme, le cabinet du Ministre de l'Éducation a convié en catimini rue de Grenelle le chef de l'opposition socialiste et des parents triés sur le volet pour discuter de son application dans la ville...

Christian Dupuy, Maire (UMP) de Suresnes et Vice-président du Conseil général des Hauts-de-Seine, a écrit à Vincent Peillon pour lui faire part de sa « *stupéfaction* » après que le cabinet du Ministre de l'Éducation nationale a convié le chef de l'opposition socialiste municipale de Suresnes (sans doute à la demande de celui-ci) avec quelques parents d'élèves triés sur le volet par ce dernier, à une réunion au Ministère, jeudi 5 décembre, pour « réfléchir et discuter de la mise en œuvre effective de la réforme des rythmes scolaires à Suresnes en septembre 2014. »

« En ma qualité de Maire de Suresnes, je suis surpris et choqué qu'une réunion occulte sur l'application des rythmes scolaires dans notre cité ait lieu avec un représentant de l'opposition municipale, écrit Christian Dupuy. Ce dernier n'a évidemment aucune légitimité pour intervenir au nom de la ville. Il s'agit d'une ingérence politique grave de la part de votre cabinet dans la campagne pour les élections municipales et dans les affaires de notre cité, au détriment de la réelle concertation que nous menons avec l'ensemble des acteurs et des partenaires locaux, pour tenter, autant que possible, d'amortir et d'améliorer les effets négatifs de votre réforme dans notre collectivité. »

Favorable au principe de décharger les journées et de mieux répartir les heures de cours dans la semaine, mais opposé à une réforme qu'il estime bâclée car faite dans la précipitation et sans la concertation nécessaire, Christian Dupuy avait déjà écrit le 25 novembre au Ministre de l'Éducation nationale pour en demander le report.

Alors que son coût a été évalué sur le budget municipal à près d'un million d'euros annuels, un vœu dans ce sens sera soumis au prochain Conseil municipal de Suresnes.